

Unité départementale de la Côte-d'Or
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et
du logement de Bourgogne-Franche-Comté
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

Dijon, le 17/10/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

110 BOURGOGNE-chatillon

40 bis Avenue de la Gare
21400 Châtillon-sur-Seine

Références : 2024-374
Code AIOT : 0005401555

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2024 dans l'établissement 110 BOURGOGNE-chatillon implanté 40 bis Avenue de la Gare 21400 Châtillon-sur-Seine.

Cette visite d'inspection s'intègre dans la périodicité de contrôle définie par le plan pluriannuel de contrôles (PPC) imposable à l'inspection des installations classées.

Cette visite d'inspection est pilotée par un inspecteur ICPE en poste au sein de la DREAL OCCITANIE qui est également référent national sur la thématique "SILOS" pour le compte de la DGPR-BRIEC. Cette action s'inscrit dans une démarche pédagogique soutenue par la DGPR-BRIEC et qui a pour objectifs principaux, entre autres, d'élargir le domaine de compétence et de connaissance des sites du référent national "SILOS" ainsi que d'harmoniser les pratiques d'inspection entre les DREALs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 110 BOURGOGNE-chatillon
- 40 bis Avenue de la Gare 21400 Châtillon-sur-Seine
- Code AIOT : 0005401555 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Site de stockage de céréales (Blés, Orges, Poids, Avoine ...) en cellules béton.
Le site ne dispose plus de séchoirs, ni d'usine de fabrication d'aliments pour bétail.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- SILO : Situation des installations / entretien / Nettoyage / Formation - Compétence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

L'attention et le souci de propreté extérieur des installations doit être renforcé afin d'éviter le développement de végétation et d'arbustes sur les structures.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Responsabilité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 Jours
2	Organisation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	15 Jours
3	électricité statique, électricité, foudre	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
4	Nettoyage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12 ; 13	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	7 Jours
5	Défaillance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	7 Jours
6	Entretien	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	7 Jours
7	Mesures de prévention visant à limiter un auto-échauffement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
8	Système d'aspiration	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	7 Jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Actuellement, le site de stockage de céréales est réglementé par les arrêtés préfectoraux suivants :

- arrêté préfectoral d'autorisation en date du 12/09/1988

- arrêté préfectoral complémentaire en date du 25/10/1999
- arrêté préfectoral complémentaire en date du 03/11/2010

Cet arrêté préfectoral du 03/11/2010 rend applicable les recommandations de l'étude de dangers remise par l'exploitant le 14/09/2009 et établie sur les critères de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables.

Par conséquent, l'inspection a retenu comme base principale, le référentiel d'inspection suivant :

- **L'arrêté ministériel du 29 mars 2004 – modifié par l'arrêté ministériel du 23 février 2007 - relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;**


Complété de :

- arrêtés préfectoraux de 1988, 1999 et 2010 ;
- **L'étude de dangers du site déposée le 14/09/2009.**


L'inspection relève que le site est correctement tenu dans les zones et les espaces régulièrement fréquentés par le personnel. Les consignes et les procédures sont présentes et disponibles auprès du personnel. Cependant celles-ci doivent être appliquées avec plus de rigueur sur le terrain, en particulier sur l'aspect propreté - nettoyage des parties peu ou pas fréquentées par le personnel ainsi que les équipements abandonnés mais maintenus présent au sein des installations. Les constats mettent en avant la nécessité de renforcer la vigilance dans le maintien en état des installations (éléments dynamique de sécurité - contrôleur de bourrage, équipement abandonné ...), le nettoyage des zones empoussiérées et dans l'analyse de risques précédant des travaux par points chauds.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Responsabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels - Formation
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.
Constats : Documents / Informations consultées par l'inspection : <ul style="list-style-type: none">• Pas d'organigramme disponible relatif à l'organisation du site,• Manuel de réception - Récolte 2024 : Réception d'un lot ; Gestion des apports non-conformes,• Traçabilité de réception d'un lot 2024 - Blé Chevignon : Date : 09/09/2024 ; Bon n° 411036692 000 Non conformité : le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un organigramme hiérarchique et/ou fonctionnel, ou tout autre document relatif à l'organisation du site 110 Bourgogne et permettant de désigner nommément le responsable de l'exploitation. Cependant, le personnel présent le jour de la visite et questionné a permis d'établir les points suivants : <ul style="list-style-type: none">• le responsable de site est bien identifié,• le personnel connaît les procédures de réception du grain et les risques lié aux silos. Le volet formation et habilitation du personnel rattaché au site de Châtillon Sur Seine n'a pas été analysé par l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit formaliser la surveillance de l'exploitation et s'assurer que l'agent dispose de la formation adéquate.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 Jours

N° 2 : Organisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels - Consignes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommé désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Documents / Informations consultées par l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none">• Manuel de réception - Récolte 2024 : Réception d'un lot ; Gestion des apports non-conformes,• Traçabilité de réception d'un lot 2024 - Blé Chevignon : Date : 09/09/2024 ; Bon n° 411036692 000• <i>Permis de feu</i> : 03/09/2024 ; 06/09/2024• <i>Procédure de nettoyage S3D9 version G du 26/04/16</i>• <i>Cahier de nettoyage et de maintenance S3D9</i>• <i>Traçabilité des opérations de nettoyage</i>• <i>Logiciel de gestion des interventions et entretien des équipements : Graissage calibreur</i>• <i>Logiciel de suivi de la silothermométrie dans les silos 2-3-4 et 7</i> <p>Point relevé par l'inspection :</p> <p>Le registre nettoyage est documenté.</p> <p>Les permis de feu délivrés sont disponibles et ceux présentés sont signés par le Responsable du silo.</p> <p>Non conformité : l'analyse des permis de feu présentés conduit à relever qu'ils manquent de précision dans l'identification des travaux à réaliser, le lieu de l'intervention et les moyens d'intervention requis.</p> <p>Cette situation rend difficile l'appréciation du risque potentiel lié à l'intervention projetée : exemples relevés "<i>Découpe ancienne ouverture de fosse</i>" ; "<i>réparation marches escaliers silos 4 et 5</i>" sans autres précisions.</p> <p>Le risque induit de cette situation est de conduire à une banalisation à terme d'une rédaction imprécise des permis de feu et de ne pas effectuer la réflexion liée à la réalisation de l'étude de risque correspondant aux interventions projetées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none">- une sensibilisation de son personnel habilité à délivrer des permis de feu sur les enjeux liés à la délivrance d'un permis de feu et sur l'analyse de risque correspondante,- un rappel des consignes de sécurité "Permis de feu" auprès du personnel habilité à délivrer ce type de document
Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 Jours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels - Vérifications, contrôles
Prescription contrôlée : Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.
Constats : Documents / Informations consultées par l'inspection : <ul style="list-style-type: none">• Rapport de vérification périodique des installations électriques des silos de CHÂTILLON (référence 040299872401R002) du 16/08/2024,• Compte rendu de vérification périodique (installations électriques) Q18 du 16/08/2024,• Rapport complémentaire de vérification périodique au titre de la réglementation ICPE - Silos de Châtillon Sur Seine (référence 040300842401R001) du 09/08/2024,• Rapport de vérification visuelle - Vérification périodique des installations de protection foudre sur un site ICPE soumis à autorisation (référence 074251202401R001) du 09/08/2024,• Plan de sécurité et de stockage - site de Châtillon Sur Seine (réf. D411V02) (disponible sur site) <u>Points relevés par l'inspection :</u> <p>La partie documentaire n'a pas été analysée le jour de la visite d'inspection. A la demande de l'inspection, l'exploitant a adressé par mail en date du 12/09/2024 les documents visés ci-dessus. Les constats documentaires qui suivent n'ont donc pas pu être formulés directement auprès de l'exploitant (excepté le plan de sécurité disponible sur site).</p> <p>Concernant le rapport de protection foudre (référence 074251202401R001) :</p> <p>il conclut sur la nécessité de mettre à jour les documents en fonction des travaux réalisés en 2021, de tenir à disposition l'étude technique complète sur l'installation foudre contre les effets directs en tenant compte de l'installation de protection à cage maillée sur le bâtiment SEMENCES, et de s'assurer que les mesures en place ont bien été prises selon l'étude foudre.</p> <p>Concernant le rapport complémentaire ICPE (référence 040300842401R001) :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Ce rapport ne mentionne pas les parties du site ayant fait l'objet de la vérification, ni les équipements ayant été vérifiés pour établir la conformité du site dans le cadre de la continuité électrique ;2. L'inspection relève que certains équipements (reddlers sous cellules, conduits d'aspiration) sont équipés (en totalité ou partiellement) d'un renforcement de la continuité électrique (pose de tresses métalliques redondantes et dont certaines ne sont - par ailleurs - pas correctement fixées) et que d'autres équipements (reddlers, élévateurs ...) en sont totalement dépourvus. Un dispositif à façon de collecte de poussières en partie hautes de galerie sur cellules (silo n° 3) dans des fûts type polyester de 200 litres et isolés du sol par un support en bois (chariot à bandes, silo 3) est dépourvu de dispositif de continuité d'électricité statique. Cette particularité n'a pas pu être expliquée par l'exploitant le jour de la visite d'inspection et le rapport complémentaire ICPE (référence 040300842401R001) n'apporte pas d'information à ce sujet ;3. ce rapport ne comporte pas de précision sur la liste actualisée des équipements susceptibles d'être à l'origine d'une explosion, ni la liste actualisée des locaux susceptibles d'être à l'origine d'incendie. <p>Concernant le rapport de vérifications électriques (référence 040299872401R002) :</p>

Ce document précise les limites d'intervention ainsi que la liste des parties non vérifiées. Le rapport ne porte que sur une vérification partielle des installations électriques. Cependant au cours de la visite, l'inspection n'a pas constaté d'écart sur les références des moteurs électrique vérifiés par sondage (exemple de marquage relevé : IP66, classe F ; IP 65, classe F ; IP 55, classe F).

Concernant le plan des zones à risques - zonage ATEX : "Plan de sécurité et de stockage - site de Châtillon Sur Seine (réf. D411V02)".

Ce plan n'est pas daté et ne permet pas d'identifier les évolutions apportées au site.

Il identifie des risques en utilisant des symboles inappropriés : exemple symbole du risque "explosif" alors qu'il n'y a pas de produit explosif détenu sur le site

Il n'identifie pas les zones à risques d'explosion Z20-Z21-Z22 : l'identification des zones ATEX présentée par l'exploitant n'est pas cohérente avec la situation observée au cours de la visite d'inspection. Seules sont identifiées sur site par des panneaux "zone explosive" quelques canalisations d'aspiration de poussières.

Non conformités :

- **un dispositif à façon de collecte de poussières en partie hautes de galerie sur cellules (silo n° 3) dans des fûts type polyester de 200 litres et isolés du sol par un support en bois (chariot à bandes, silo 3) est dépourvu de dispositif de continuité d'électricité statique.**
- **l'exploitant n'a pas pu démontré la bonne protection de l'ensemble du site contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.**
- **le plan des zones à risques n'est pas à jour.**
- **l'identification des zones ATEX présentée par l'exploitant n'est pas cohérente avec la situation observée au cours de la visite ;**
- **lors de la visite des installations, l'inspection a constaté la présence de couche de poussières (visuellement très nettement supérieure à 5 mm) sur les sols, les parois et les plafonds de certains espaces et zones peu ou pas fréquentés par le personnel (tour - escalier du silos n° 5, canalisations aériennes, anciennes zones à poussières, tour-escalier du silo 5, parois du séparateur tamis maïs désaffecté ...).**

Post inspection : le nettoyage des zones pour lesquelles la présence de poussières avait été relevée a été effectué.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le dispositif de collecte de poussières dans des fûts doit être antistatique et relié à la terre. L'exploitant s'assurera de sa conformité. Dans le cas contraire il devra être retiré.


L'exploitant doit s'assurer de la bonne protection de l'ensemble de son site contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

A ce titre, les justificatifs suivants sont à tenir à disposition de l'inspection des installations classées :

- le (ou les) rapport(s) de vérifications complémentaires (disponibles ou à réaliser) afin de couvrir l'ensemble des installations électriques du site en relation directes avec l'activité céréalière,
- les justificatifs correspondants relatifs à la mise en conformité de l'ensemble de ses installations électriques / foudre,
- le plan des zones à risques à jour (en particulier la mise en cohérence des documents ATEX avec la situation relevée en visite d'inspection),

L'exploitant justifiera, auprès de l'inspection des installations classées, le retrait ou le moyen permettant de garantir que les bidons de captage de poussières sont antistatiques et reliés à la terre.

Enfin le réexamen de l'étude de danger est à engager au regard des dispositions qui ont évoluées (installation en bout de transporteur à bande de deux bidons de 200 l de type polyester isolés de toute continuité électrique pour la collecte de poussières, notamment). Ce réexamen est à transmettre à l'inspection des installations classées.

Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois

N° 4 : Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12; 13

Thème(s) : Risques accidentels - Nettoyage

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 29/03/2004

Les aires de chargement et de déchargement

...

Ces aires doivent être régulièrement nettoyées

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation.

Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration.

Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Étude de danger 2009 :

L'étude de danger du site de 2009 apporte les précisions suivantes :

"Il convient tout d'abord de souligner qu'il a été de nombreuses fois question du niveau de propreté du site que l'exploitant doit maintenir à tout prix. Il s'agit là de maintenir l'effort. Cette lutte de tous les instants passe nécessairement, entre autres, par la chasse aux fuites, l'entretien des dispositifs d'aspiration et de nettoyage..."

...

"L'analyste n'est pas fondé à retenir de propagation d'explosion d'un étage quelconque des tours à ses voisins. De plus la qualité du nettoyage amène l'analyste à minimiser les probabilités d'empoussièrement."

...

"un ensemble complet de procédures et consignes de sécurité d'exploitation. Une mention particulière est réservée à tout ce qui concerne le nettoyage, où est à noter une centrale d'aspiration et une installation centralisée de nettoyage. Cette installation fixe donne aux opérateurs le moyen commode de nettoyer tous les étages. C'est là un effort particulier de l'exploitant qui mérite d'être souligné."

...

"La formation est complétée par une sensibilisation permanente au risque d'explosion et donc à la nécessité de maîtriser la propreté du site par un nettoyage rigoureux."

...

"La qualité du nettoyage et la propreté rencontrée sur le site de Châtillon justifie à l'heure actuelle une cotation d'empoussièrement en galerie de 10-2. L'exploitant s'engage à maintenir l'effort actuel pour conserver le niveau de sécurité de la barrière « nettoyage »."

...

"Ces recommandations, associées à une procédure de nettoyage particulièrement soignée, permettent de minimiser, d'une part, la probabilité d'empoussièrement de la galerie et de l'escalier puis, d'autre part, de réduire l'inflammation d'un éventuel nuage (renfort des jambes élévateurs et découplage)."

Constats :

Documents / Informations consultées par l'inspection :

- *Cahier de nettoyage et de maintenance S3D9*
- *Procédure de nettoyage*
- *Registre de nettoyage*

Points relevés par l'inspection :

L'inspection relève que les sols régulièrement fréquentés par le personnel sont propres et nettoyés.

Cependant, l'inspection relève les écarts suivants :

- que les sols sont dépourvus de témoins d'empoussiérage permettant de vérifier visuellement le niveau d'empoussièrment pas zone. Cette absence de marquage fait défaut en particulier dans les zones peu ou pas fréquentées par le personnel,
- que les zones et espaces peu ou pas fréquentés par le personnel ne font pas l'objet d'une surveillance / vérification de l'empoussièrment, ni d'un nettoyage périodique régulier. Ces zones et espaces (partiellement clos) sont empoussiérées par des dépôts de poussières sur les sol, sur les murs et aux plafonds : exemples : anciennes zones à poussières, tour-escalier du silo 5, séparateur tamis maïs désaffecté, espaces semis clos présents sur le site,
- que certaines zones sont mal équipées de points d'aspiration rendant difficile les entretien régulier (tour - escalier du silos5 dépourvu d'éclairage et de bouches d'aspiration intermédiaires, canalisations aériennes)
- présence sur les parties hautes extérieures du silo n° 1 en plusieurs endroits de végétations et arbustes ; Silo n° 4 : Ferrailage apparent haut de cellule côté escalier.

Non conformité : Les dispositions de nettoyage ne sont donc pas parfaitement respectées.

Compte-tenu du fait que le site était à l'arrêt au moment de la visite d'inspection, que les endroits fréquentés et/ou comprenant des équipements étaient visuellement propres au moment de la visite d'inspection et que les zones et espaces identifiés défectueux d'un point de vue nettoyage sont dépourvus d'équipements (à l'exception du trieur-tamis à maïs désaffecté et de quelques canalisations aériennes en partie haute), l'inspection propose de ne pas retenir de suites administrative et/ou pénale à l'encontre de l'exploitant à la condition que des actions correctives soit engagées dans des délais concis définis ci-après.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en œuvre les actions suivantes :

- Réaliser une action de nettoyage minutieuse et approfondie de toutes les zones et espaces peu ou pas fréquentés par le personnel :
- > trieur-tamis à maïs désaffecté : parois extérieures, intérieur, conduit d'alimentation et d'aspiration (15 jours)
- > zones et espaces peu ou pas fréquentés par le personnel (1 mois)
- > Tour-escalier du silo n° 4 (2 mois)
- > canalisations aériennes en parties hautes (3 mois)
- Enlever la végétation et arbustes qui se sont développés sur les hauteurs extérieures du silo n° 1 (6 mois)
- Réaliser et formaliser une sensibilisation du personnel (7 jours)

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 7 Jours

N° 5 : Défaillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels - Asservissement
Prescription contrôlée : Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement ... Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : <i>Documents / Informations consultées par l'inspection :</i> <i>- Logiciel de suivi maintenance-entretien.</i> Point relevé par l'inspection : Le jour de la visite, à la demande de l'inspection l'exploitant a effectué plusieurs simulations de défaillance afin de constater la disponibilité de l'asservissement de l'aspiration et équipements dynamiques de sécurité à la manutention : <ul style="list-style-type: none">- Élévateur E21 : contrôleur de rotation- Transporteur redler TR307 : contrôleur de bourrage- Élévateur E31 : défaut d'aspiration- Transporteur bande TB312 : déport de bande- Capotage de redlers et points d'attache de tresses métalliques mal fixés ==> Aucun dysfonctionnement n'a été relevé par l'inspection à l'occasion de la réalisation par sondage de ces tests. Non conformité : L'inspection a constaté lors de la visite des installations une situation anormale sous cellule du silo n° 1-transporteur TR202 : Le capteur de bourrage est débranché et est maintenu actif pour permettre le fonctionnement du transporteur sans son équipement de sécurité. Le chef de silo questionné sur cette situation apporte la réponse suivante : Ce capteur est mal positionné et empêche le fonctionnement du redler dans de bonnes conditions. Il a donc été volontairement débranché et maintenu actif pour permettre son exploitation. Ce problème n'a pas fait l'objet d'une traçabilité, ni d'une action corrective auprès du service entretien-maintenance de 110 Bourgogne. La bande du transporteur à bande TB311 est fortement dégradée à l'endroit de la jointure des bouts (déchirement de la jonction en cours) : Cette situation n'a pas été identifiée par l'exploitant. Les modalités précises de gestion du matériel (actif et/ou défectueux), de maintenance et d'entretien des installations n'ont pas été analysées par l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none">- maintenir à l'arrêt les installations défectueuses et ou présentant des signes de dégradation (1 jour). Les justificatifs d'intervention et remise en état sont à adresser à l'inspection,- Réaliser et formaliser une sensibilisation du personnel (7 jours)- Vérifier les fixations (capots redlers, tresses métalliques ...) (7 jours) Par mail en date du 12/09/2024 à 15h13, l'exploitant a transmis des photos démontrant que le redler TR202 était dorénavant consigné et qu'un ordre de réparation avait été demandé via le logiciel de suivi des interventions.

Compte-tenu du fait que le site était à l'arrêt au moment de la visite d'inspection et de la réactivité de l'exploitant à traiter ce dysfonctionnement, l'inspection propose de ne pas retenir de suites administrative et/ou pénale à l'encontre de l'exploitant.


Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 7 Jours


N° 6 : Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels - Entretien, maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.
Constats : Voir constat précédant n° 5
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none">- maintenir à l'arrêt les installations défectueuses et ou présentant des signes de dégradation (1 jour). Les justificatifs d'intervention et remise en état sont à adresser à l'inspection,- réaliser et formaliser une sensibilisation du personnel (7 jours)- vérifier les fixations (capots redblers, tresses métalliques ...) (7 jours)
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 Jours

N° 7 : Mesures de prévention visant à limiter un auto-échauffement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels - surveillance de la température des produits stockés
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.
Constats : Documents / Informations consultées par l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- Manuel de réception - récolte 2024 : Réception / Analyses / Critères de recevabilité des lots proposés / Gestion des apports non-conformes,- Lot du 09/09/2024 n° 411036692 000,- Logiciel de suivi des températures par sondes silo-thermométrie. Point relevé par l'inspection : Le dispositif de suivi des températures par sondes silo-thermométrie est étendu à l'ensemble des silos, à l'exception du silo n° 1 dont le suivi de température reste manuel. Les échanges avec le magasinier ainsi que les opérateurs présents montre une bonne connaissance et maîtrise des procédures de réception et de gestion des stockages. Le suivi des températures, les conditions de ventilation, et de refroidissement, les opérations de transilage sont des actions connues et régulièrement mises en application par les opérateurs. Non conformité : L'inspection constate que la répartition des matières stockées (céréales, oléagineux, protéagineux) initialement retenue dans l'étude de danger de 2009 a évolué. Cette évolution n'a pas conduit à un réexamen de l'étude de danger.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réexaminer son étude de danger au regard de l'évolution de son site.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois

N° 8 : Système d'aspiration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels - Événements
Prescription contrôlée : Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur. Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : Voir constat précédant n° 5
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none">- Maintenir à l'arrêt les installations défectueuses et ou présentant des signes de dégradation (1 jour). Les justificatifs d'intervention et remise en état sont à adresser à l'inspection,- Réaliser et formaliser une sensibilisation du personnel (7 jours)- Vérifier les fixations (capots redrillers, tresses métalliques ...) (7 jours)
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 Jours